

<https://www.pressegauche.org/La-FTQ-reagit-a-l-etude-de-l-Office-quebecois-de-la-langue-francaise-sur-le>



La FTQ réagit à l'étude de l'Office québécois de la langue française sur le français au travail



- Communiqués -
Publication date: mardi 11 août 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 11 août 2020 - La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) n'est pas étonnée des conclusions de l'étude de l'Office québécois de la langue française qui révèle que les exigences de bilinguisme à l'embauche sont de 63 % à Montréal et de 40 % ailleurs au Québec. Les résultats de cette enquête menée auprès d'un échantillon fort important d'employeurs et de municipalités québécoises sont accueillis avec frayeur.

« Ça fait longtemps que nous mettons les gouvernements en garde contre l'anglicisation de la métropole et du Québec. Malheureusement, les gouvernements précédents ont trop longtemps croisé les bras et détourné les yeux en espérant que le problème de l'anglicisation du Québec disparaîtrait comme par magie. Tout ça, c'est le résultat d'un laisser-aller accablant », déclare le secrétaire général de la FTQ, Denis Bolduc.

« Comment pouvons-nous conserver le statut de Montréal comme deuxième plus grande ville de langue française au monde si 50 % des municipalités et des arrondissements montréalais font du bilinguisme ou de la connaissance de l'anglais seulement une exigence à l'emploi ? », ajoute le secrétaire général.

« Il faut se réveiller, l'anglicisation de notre société est une réalité et il va falloir un sérieux coup de barre pour enfin se faire respecter. À ce chapitre, nous attendons du ministre responsable de la Langue française, Simon Jolin-Barrette, des gestes concrets. Comme il le dit si bien : "il est anormal qu'un travailleur ne puisse pas travailler en français, chez lui, au Québec". Nous attendons avec impatience le futur plan d'action du gouvernement de la CAQ à ce sujet », conclut le secrétaire général.